



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

**DRIRE**

Direction régionale de l'industrie  
de la recherche et de l'environnement  
de Bourgogne

www.bourgogne.drire.gouv.fr

DIJON, LE

**05 JUIN 2007**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
RECODIFICATIF**

PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER UNE INSTALLATION CLASSÉE  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE Agricole et Viticole BOURGOGNE DU SUD

-----  
Commune de BEAUNE

-----  
Rubriques n° 1111-1b et 2e, 1155-2, 1523-Cb, 2160- 1a, 2260-1, 2910-A2  
de la nomenclature

-----  
LE PRÉFET DE LA RÉGION DE BOURGOGNE  
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment son article L511.1 ;
- Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- 
- Vu le décret n°53-778 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu la circulaire du 20 février 2004 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;
- Vu le Guide de l'état de l'art sur les silos pour l'application de l'arrêté ministériel relatif aux risques présentés par les silos et les installations de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
- Vu l'arrêté préfectoral du 30 avril 1996 autorisant la Société Coopérative de Beaune Verdun Seurre à poursuivre l'exploitation des installations de son établissement de Beaune,
- Vu la déclaration de changement d'exploitant du 22 février 2006,
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2003 prescrivant la remise d'une nouvelle étude des dangers et le courrier du 16 septembre 2005 demandant une analyse critique de celle-ci par un tiers expert,
- Vu l'étude des dangers réalisée par SME et remise le 21 juin 2004 et définissant les moyens permettant à l'exploitant de maîtriser les risques d'explosion et d'incendie conformément à l'article 3-5° du décret du

21/09/77 susvisé et à l'arrêté ministériel du 22/10/04 abrogé par l'arrêté ministériel du 29/09/05

- Vu le rapport d'analyse critique de l'étude des dangers réalisé par TECHNIP remis le 13 juillet 2006
- Vu l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées, en date du 13 avril 2007,
- Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 3 mai 2007,

### Considérant

- que la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE Agricole et Viticole BOURGOGNE DU SUD exploite des installations pouvant dégager des poussières inflammables ;
- que l'accidentologie sur ce type d'activité démontre que ces installations sont susceptibles de présenter des risques technologiques ayant des conséquences graves ;
- que ces installations sont susceptibles de générer des effets au-delà des limites de propriété du site ;
- que le site de Beaune a été classé comme sensible d'après la circulaire du 20 février 2004 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, de par la proximité de tiers (RN) ;
- que cette situation est de nature à aggraver considérablement les effets d'un phénomène dangereux survenant sur les installations ;
- qu'il appartient à l'exploitant de démontrer dans son étude de dangers, via une analyse de risques, les mesures permettant de prévenir et de protéger ses installations des risques d'explosions et d'incendies ;
- que ces mesures de réduction des risques et de leurs effets ont été définies par l'étude de dangers et l'analyse critique et s'appliquent au site, en prenant en compte les possibilités techniques liées à l'âge des installations et aux connaissances scientifiques et techniques du moment,
- qu'il convient conformément à l'article 18 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977, d'encadrer le fonctionnement de cet établissement relevant du régime de l'autorisation par des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, titre 1<sup>er</sup>, livre V du Code de l'Environnement ;
- CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,
- CONSIDERANT que l'exploitation des installations, en application de l'article L512-1 du code de l'environnement, nécessite de définir des zones de maîtrise de l'urbanisation vis à vis des zones destinées à recevoir des habitations ou des établissements recevant du public par des documents d'urbanisme opposables aux tiers
- CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire,
- SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

# SOMMAIRE

TITRE PREMIER.....	5
OBJET DE L'ARRÊTÉ.....	5
Article 1 <sup>er</sup> - TITULAIRE DE L'AUTORISATION.....	5
Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS.....	5
Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS.....	6
Définition des zones de protection.....	7
Obligations de l'exploitant.....	8
Article 4 - ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS.....	8
TITRE DEUXIÈME.....	9
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION.....	9
Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS.....	9
Article 6 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	9
Article 7 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES.....	10
Article 8 - CONTRÔLES.....	10
Article 9 - ENREGISTREMENTS.....	11
Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE.....	11
TITRE TROISIÈME.....	12
PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	12
PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX.....	12
Article 11 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES INSTALLATIONS.....	12
Article 12 - EXPLOITATION.....	14
Article 13 - TRAITEMENT.....	14
Article 14 - VALEURS LIMITES DE REJET.....	15
Article 15 - (RÉSERVÉ).....	15
Article 16 - ENREGISTREMENTS.....	15
PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	16
Article 17 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT.....	16
Article 18 - (RÉSERVÉ).....	17
Article 19 - NORMES DE REJET.....	17
Article 20 - (RÉSERVÉ).....	17
Article 21 - ENREGISTREMENTS.....	17
PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT.....	18
Article 22 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES.....	18
TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS.....	18
Article 23 - CONCEPTION - AMÉNAGEMENT.....	18
Article 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT.....	18
Article 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS et ENREGISTREMENTS.....	19
IMPACT VISUEL.....	19
Article 26 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL.....	19
SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT.....	20
Article 27 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES.....	20
TITRE QUATRIÈME.....	21
PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	21
Article 28- PRINCIPES DIRECTEURS.....	21
Article 29- CARACTERISATION DES RISQUES.....	21
Article 30 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE.....	21
Article 31 - ACCÈS, SURVEILLANCE.....	22
Article 32 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT.....	22
Article 33 - ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ (IPS).....	23
Article 34 - EXPLOITATION.....	25
Article 35 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION.....	26
Article 36 - CONTRÔLES.....	27
Article 37 - ENREGISTREMENTS.....	28
Article 38 - MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT.....	29
Articles 39 à 41 (réservés).....	29

TITRE CINQUIEME .....	30
PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....	30
Article 42 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE D'ENGRAIS SOLIDES A BASE DE NITRATES.....	30
Article 43 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE ET DE TRAITEMENT DE CÉRÉALES .....	33
Article 44 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE PRODUITS AGROPHARMACEUTIQUES .....	39
<u>ARTICLE 45 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE SECHAGE(FONCTIONNANT DU GAZ NATUREL) .....</u>	<u>41</u>
TITRE SIXIÈME.....	44
MESURES EXÉCUTOIRES.....	44
Article 46 - ÉCHÉANCES DE MISE EN CONFORMITÉ.....	44
Article 47 - LIMITATIONS.....	44
Article 48 - DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS.....	45
Article 49 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS .....	45
Article 50 - MODIFICATIONS .....	45
Article 51 - INSPECTION .....	45
Article 52 - DISPONIBILITÉ .....	45
Article 53 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	45
Article 54 - PUBLICITÉ .....	45
Article 55 - AFFICHAGE .....	45
Article 56 - EXÉCUTION .....	45

# ARRÊTE

## TITRE PREMIER

### OBJET DE L'ARRÊTÉ

#### Article 1<sup>er</sup> - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société COOPÉRATIVE Agricole et Viticole BOURGOGNE DU SUD, dont le siège social est situé rue des Frères lumière – Zone portuaire Nord – 71106 Chalon sur Saône, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations de son établissement sis route de Seurre – ZI de Beaune Vignoles – 21200 BEAUNE.

#### Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement objet de la présente autorisation est composé principalement des installations suivantes, représentées sur le plan en annexe :

- 3 silos de stockage de céréales :

Numéro silo	Type	Structure	Hauteur	Cellules	Capacité totale	Séchoirs	Hauteur tour
S 69	Vertical	Béton	Faitage 32 m Hauteur 25,8 m	8 de 600 t 2X2 de 200 t 4 as de carreau de 250 t	8640 m <sup>3</sup>	3,4 MW et 2,4 MW au gaz naturel	48 m
S 71	Vertical	Béton	Faitage 32 m Hauteur 26m	8 de 800 t 3 as de carreau de 200t	9160 m <sup>3</sup>		-
S 83	Vertical	Béton	Faitage 30 m Hauteur 25,6 m	15 de 800 t 2 de 750 t 7 as de carreau de 200 t	19500 m <sup>3</sup>	6,3 MW au gaz naturel	41,5 m

Sont associés à cet ensemble :

- 2 postes de réception à 2 fosses par poste
  - un poste d'expédition rail équipé d'un boisseau d'attente de 300t
  - un poste d'expédition route équipé de 4 boisseaux d'attente de 70t
  - une installation de criblage, ensachage, nettoyage,
  - un local de commande générale avec laboratoire
  - deux locaux de récupération de poussières
- un bâtiment C d'une superficie de 2 000 m<sup>2</sup> accueillant
    - un stockage d'engrais vrac et sacs à base de nitrate, d'une capacité de 1 200 t dont 250t vrac à base de nitrate. Cette case est dédiée et la plus éloignée des limites de propriété.
    - un local de préparation de commandes et de vente aux adhérents.

Le magasin C est le seul lieu pouvant recevoir des engrais simples et composés à base de nitrates, les autres matières, à l'exclusion de tous produits réducteurs, accélérateurs de décomposition, combustibles, chlorés et de tous acides, entreposées dans ce local devront en être suffisamment éloignées afin qu'aucun mélange ne soit possible. Il comprend une cellule de produits agropharmaceutiques destinés à la vente aux adhérents .  
Le stockage des engrais se fait dans 6 cases, murs béton mobiles, alimentées par déchargement de camion

benne ou sur déwagonneur avec tapis projeteur. La reprise se fait par chargeur à benne .

- un bâtiment B d'une superficie de 4 700 m<sup>2</sup> comprenant :
  - 7 cellules dont 4 cellules de stockage de produits agropharmaceutiques et matériaux inflammables, d'une capacité maximale de 450 t sont sur rétention,
  - une plate forme de réception et d'expédition des produits, et de préparation et regroupement des commandes
  - un local technique accueillant un local de charges d'accumulateurs, un local incendie, une chaufferie et un local pour la récupération des bidons endommagés
  - un hall de chargement-déchargement des camions de livraison.

Le stockage de produits agropharmaceutiques est équipé d'un système permettant l'extinction par mousse haut foisonnement.

### **Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS**

Libellé en clair de l'installation	Volume	Rubrique	Classement
Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, en silos dont le volume total de stockage est strictement supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> .	37300 m <sup>3</sup>	2160	A
Stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, répondant à au moins un des deux critères suivants : I. Engrais composés susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu, à teneur en azote due au nitrate d'ammonium inférieure à 24,5 %, II. Autres engrais simples ou composés, à teneur en azote due au nitrate d'ammonium supérieure à 24,5 % ou à teneur supérieure à 15,75 % pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium,	la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant strictement inférieure à :  Critère I. : 249 t  ou  Critère II. : 499 t avec moins de 249 t d'engrais à teneur en azote due au nitrate d'ammonium supérieure à 28 %.  ou  Critère I + II. : 499 t	1331-I et II	DC
Stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, répondant au critère suivant : III. Engrais simples ou composés ne répondant pas aux critères I et II, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant strictement inférieure à 1 250 t.	Critère III : 1200 t	1331-III	NC
Broyage, concassage, criblage, ..., nettoyage, ..., de substances végétales ...	375 kW	2260	A
Installations de combustion	12 MW	2910-A	DC
Substances et préparations très toxiques	1 t solides 1 t liquides	1111.1.c 1111.2.e	A
Dépôts de produits agropharmaceutiques, à l'exclusion des substances et préparations visées par les rubriques 1111 et 1150, 1172, 1173 et des liquides inflammables de catégorie A au sens de la rubrique 1430	445 t dont 100 t de toxiques	1155.2	A Seveso seuil bas
Stockage et emploi de produits dangereux pour l'environnement –très toxiques pour les organismes aquatiques	100 t	1172	A
Stockage et emploi de produits dangereux pour l'environnement – toxiques pour les organismes aquatiques	245 t	1173	A
Dépôt d'engrais renfermant des matières organiques	150 t	2171	NC
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	130 kg	1412	NC
Emploi et stockage de soufre solide pulvérulent	80 t	1523.C.b	D

Libellé en clair de l'installation	Volume	Rubrique	Classement
Dépôt de bois, papiers, cartons	< 1000 m3	1530	NC
Charge d'accumulateurs	<10 kW	2925	NC
Installations de réfrigération ou de compression	16 kW	2920	NC

(\*) A : Autorisation / D : Déclaration / NC : Non Classé

### 3.1 - Classement SEVESO « seuil bas »

L'exploitant procède au recensement régulier des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité) et relevant d'une rubrique figurant en colonne de gauche du tableau de l'annexe I de l'arrêté du 10 mai 2000 (ou d'une rubrique visant une installation de l'établissement figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement.)

Il tient le préfet informé du résultat de ce recensement tous les 3 ans.

L'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs qu'il tient à disposition de l'inspection.

L'exploitant définit les objectifs, les orientations et les moyens pour l'application de cette politique. Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers. L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs.

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.

Il transmet copie de cette information au préfet

### 3.2 - Périmètre d'éloignement

#### Définition des zones de protection

Des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations de la Société COOPÉRATIVE Agricole et Viticole BOURGOGNE DU SUD DE BEAUNE

La zone Z1 est celle où il convient en pratique de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations hors de l'activité engendrant cette zone, des activités connexes et industrielles mettant en œuvre des produits ou des procédés de nature voisine et à faible densité d'emploi.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux nouveaux habités ou occupés par des tiers ou des voies de circulation nouvelles autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement de 70 mètres maximum par rapport au barycentre de l'installation concernée, reprise dans les plans ci-annexés et détaillée dans le tableau ci-après. (Elle est au maximum de 40 m par rapport aux limites de propriétés, côté RD973)

La zone Z2 est celle où seule une augmentation aussi limitée que possible des personnes, liées à de nouvelles implantations peut être admise.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux établissements recevant du public : immeubles de grande hauteur, aires de sport ou d'accueil du public sans structure, aires de camping ou de stationnement de caravanes, de nouvelles voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour ou voies ferrées ouvertes à un trafic de voyageurs.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement de 155 mètres maximum par rapport au barycentre de l'installation concernée, reprise dans les plans ci-annexés et détaillée dans le tableau ci-après.

Distances en mètres par rapport à l'installation concernée	Z1 140mbar	Z2 50mbar
<b>silos 69</b>		
as de carreau	21	53
<b>effet domino: as de carreau +4 cellules</b>	<b>63</b>	<b>140</b>
Tour-RDC événements actuels	25	56
Tour - RdC avec événement suppl.	20	44
<b>silos 71</b>		
cellules	16	60
as de carreau	24	59
<b>effet domino: as de carreau +4 cellules</b>	<b>70</b>	<b>155</b>
<b>silos 83</b>		
cellules	7	55
as de carreau	24	59
<b>effet domino: as de carreau +4 cellules</b>	<b>69</b>	<b>155</b>
<b>Phytosanitaires</b>	<b>Z1 toxique</b>	<b>Z2 toxique</b>
	<b>22</b>	<b>75</b>

Ces définitions n'emportent des obligations que pour l'exploitant à l'intérieur de l'enceinte de son établissement. Les zones Z1 et Z2 sont représentées sur les plans en annexe à titre purement indicatif et sans préjudice des définitions précédentes.

#### Obligations de l'exploitant

L'exploitant respecte à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les distances et les types d'occupation définis au précédent article. En particulier, il n'affecte pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires aux définitions précédentes.

L'exploitant transmettra au Préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés à l'article 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. Ces éléments porteront sur :

- les modifications notables susceptibles d'intervenir à la périphérie de ses installations de Beaune, situées à l'intérieur des zones d'effet Z1, Z2 (suppression silos et phytosanitaires) définies dans l'étude de danger, entraînant l'accroissement de personnes tierces dans ces zones et pouvant remettre en question la cotation du risque résiduel.
- les projets de modifications de ses installations pouvant éventuellement entraîner une révision des zones de protection mentionnées précédemment.

#### Article 4 - ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

Les dispositions des actes administratifs antérieurs au présent arrêté délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour l'établissement ici autorisé :

- arrêté préfectoral en date du 30 avril 1996,

sont annulées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.



## TITRE DEUXIÈME

### CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

#### Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

#### Article 6 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### 6.1 - Conception

Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

##### 6.2 - Consignes

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

##### 6.3 - Envois de poussières et matières diverses

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses sont prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pentes, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules, sont prévues en tant que de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

##### 6.4 - Éloignement des capacités de stockage et des tours de manutention de grains

Tout local où travaille du personnel ne participant pas directement à la conduite des installations (secrétaires, commerciaux, personnels techniques affectés à d'autres installations, ...) est éloigné d'au moins 25 m des capacités verticales et des tours de manutention.

- à ce titre, une partie du bâtiment C (engrais, vente), comprend une zone délimitée dans laquelle, il n'y a pas d'activité
- le stationnement de véhicules dans la zone de 25 m entre le silo et le bâtiment C(engrais) est proscrit.

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation ne sont pas concernés par le respect des distances minimales ci-dessus

#### 6.5 - Canalisations de transport de fluides dangereux

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles ou normes en vigueur.

#### 6.6 - Effluents devant subir un traitement

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

#### 6.7 - Produits consommables pour interventions

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, émulseurs, produits absorbants, etc.

#### 6.8 - Valeurs limites des rejets

Les valeurs limites fixées pour les rejets dans le présent arrêté s'entendent dans les conditions ci-après :

- Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures ;
- Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure ;
- 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux ;
- Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **Article 7 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES**

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation et ses mises à jour, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation et ses mises à jour, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les plans des installations sont tenus à jour ; ils doivent être en accord avec l'état réel des installations, y compris les plans figurant les conduites ou circuits des utilités.

### **Article 8 - CONTRÔLES**

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 9 - ENREGISTREMENTS**

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents justificatifs du respect des dispositions du présent arrêté, et notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

#### **Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE**

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires à toutes les activités de manutention, de traitement, de transport et de stockage réglementées par le présent arrêté, ainsi qu'à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, en vue de la prévention et de la protection contre les nuisances, les pollutions et les incidents ou accidents, et en vue et de maintenir la sécurité.

Il procède de même pour les systèmes matériels et organisationnels concourant aux mêmes objectifs, y compris en ce qui concerne les moyens d'intervention en cas d'accident.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

## TITRE TROISIÈME

### **PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

#### PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

##### **Article 11 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES INSTALLATIONS**

###### 11.1 - Limitation des consommations d'eau

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés semestriellement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement consomme de l'eau uniquement pour des usages sanitaires et de nettoyage (de l'ordre de 800 m<sup>3</sup>/an).

L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

###### 11.2 - Réseaux

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et font l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

En cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un disconnecteur qui fera l'objet d'une déclaration auprès de la DDASS et dont le fonctionnement est vérifié par une société agréée. Le résultat de ce contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et communiqué à la DDASS.

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet sont distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique, désignées ED ;
- les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées EP ;
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées EC ;
- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc, désignées EU. Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### 11.3 - Points de rejet

Les ouvrages de rejet sont aménagés pour réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et permettre une bonne diffusion des effluents.

Les points de rejet d'eaux de toute nature sont repérés comme suit sur le plan figurant en annexe au présent arrêté :

Désignation du rejet et n° du repère sur plan en annexe	Nature des Eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur
Rejet n°1 à 6 Rejet n°8 à 11	EP EP	Réseau pluvial communal Milieu naturel - infiltration - après traitement par un débourbeur – déshuileur
Rejet n°7	ED + EU	Réseau d'assainissement de la ville de Beaune

Le rejet des EC est interdit, à moins que leur caractéristiques, déterminées préalablement et consignées par écrit, ne permettent de les considérer comme non polluées, pouvant alors être rejetées en rejet n°7

L'infiltration concerne les descentes d'eaux pluviales des silos 69 et 71, à l'exclusion de toute eau de voirie.

Les ouvrages de rejet n°7 sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.

### 11.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

#### *11.4.1 - Stockages, rétention, manipulation et transport*

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité des réservoirs peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les aires étanches de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles ci-dessus, et munies d'une vanne de barrage, fermée en permanence, isolant les liquides accidentellement déversés des réseaux des eaux pluviales et des eaux collectées.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

L'exploitant prend toutes dispositions pour éviter que des grains ne s'introduisent dans le réseau d'eaux pluviales et ne polluent ces eaux par décomposition. Les abords des regards à avaloirs et à grilles ainsi que les caniveaux – grilles sont maintenus propres en permanence.

#### **11.4.2 - Bassin de confinement**

Un bassin de confinement des eaux, y compris pluviales, accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle est réalisé pour le bâtiment de stockage des phytosanitaires B avec un volume minimal de 1158 m<sup>3</sup> (le bâtiment et les fosses adjacentes forment rétention). Les eaux accidentellement polluées s'écoulent dans ce bassin par gravité.

Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ce bassin est maintenu vide.

#### **11.4.3 - Équipements et canalisations**

Les réservoirs, canalisations et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques ou insalubres (fluides, effluents pollués, etc), sont étanches et résistent à l'action physique et chimique de ces substances.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs, de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

#### **11.4.4 - Accessibilité**

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés, sont accessibles en permanence.

### **Article 12 - EXPLOITATION**

#### **12.1 - Transports internes**

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.

#### **12.2 - Stockages de produits liquides**

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,
- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,
- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

#### **12.3 - Nature des effluents**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

### **Article 13 - TRAITEMENT**

#### **13.1 - Eaux domestiques et eaux vannes (ED)**

Elles sont raccordées au réseau public d'assainissement.

### 13.2 - Eaux pluviales et autres eaux propres (EP)

Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées soit au réseau public d'eaux pluviales, soit au milieu naturel.

Les eaux de voirie sont traitées par un débourbeur – déshuileur. Ce dispositif de traitement est régulièrement entretenu afin de respecter en toutes circonstances les valeurs limites de rejet fixées à l'article 14.2. Les déchets qui y sont collectés sont éliminés vers une installation autorisée à cet effet.

### 13.3 - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (EC)

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit éliminées comme des déchets vers une installation autorisée à cet effet.

### 13.4 - Eaux résiduaires autres (EU)

L'exploitant collecte les eaux résiduaires et les élimine comme des déchets vers une installation autorisée à cet effet.

## **Article 14 - VALEURS LIMITES DE REJET**

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes. Les paramètres sont mesurés selon les normes en vigueur.

### 14.1 - En termes de caractéristiques générales des effluents

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet) : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30 °C ;
- couleur (mesurée suivant la norme en vigueur) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l ;
- Absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C.

### 14.2 - En termes concentrations pour EP

Paramètres	Concentration instantanée (en mg/l)
Demande chimique en oxygène (DCO)	125
Matières en suspension totales (MEST)	35
Hydrocarbures totaux (HCT)	10
Azote global	30
Phosphates	10

## **Article 15 - (RÉSERVÉ)**

## **Article 16 - ENREGISTREMENTS**

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution des eaux, a minima les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;
- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux faits à l'initiative de l'exploitant ou à la demande de l'inspection des installations classées ;
- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement.

## PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

### Article 17 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT

#### 17.1 - Installations de combustion

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les cheminées permettront une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents, sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...) conformes aux dispositions de la norme NFX 44 052.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les caractéristiques des installations et des points de rejet canalisés ont les caractéristiques suivantes:

Installations	Type de marche	Puissance thermique MW	Combustible	Point de rejet		
				Vitesse d'éjection m/s	Hauteur (m)	Diamètre (m)
Séchoir 1	continu	3,4	Gaz naturel	5	18	0,8
Séchoir 2	continu	2,3	Gaz naturel	5	18	0,8
Séchoir 3	continu	6,3	Gaz naturel	5	18	1,4

#### 17.2 - Installations de stockage

Les équipements de manipulation, de transvasement, de transport des installations de stockage de produits céréaliers sont munis de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Cette installation de dépoussiérage est maintenue en bon état de fonctionnement et elle est périodiquement vérifiée. Elle est aménagée de manière à permettre les mesures visant à contrôler les émissions de poussières dans l'environnement.

Le stockage en vrac des autres produits que le grain est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, ...) que de l'exploitation, sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, l'humidification ou la pulvérisation d'additifs est réalisée en cas de nécessité pour limiter les envols par temps sec.



Les points de rejet canalisés des installations reprises ci-après ont les caractéristiques suivantes :

Installations	Point de rejet	
	Hauteur (m)	Diamètre (m)
Dépoussiérage silo 69 et 71 (2 rejets) par cyclones	37	0,8
Dépoussiérage silo 83 (1 rejet) par filtre à manche	25	0,8

### 17.3 - Indication de la direction du vent

Des dispositifs visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas d'incident.

### Article 18 - (RÉSERVÉ)

### Article 19 - NORMES DE REJET

#### 19.1 - Conditions de mesures

Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage pour lesquelles les mesures se font sur gaz humide.

#### 19.2 - Séchoirs

Les gaz sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées. Ils respectent les valeurs maximales suivantes :

Débit : 11900 Nm<sup>3</sup>/h ;

Identification du rejet		Valeurs limites(*)		
		SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	poussières
Générateur 1 à 3	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	35	150	30

(\*) valeurs rapportées à une valeur de 3% d'oxygène

#### 19.3. - Installations autres que les installations de combustion

Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :

Identification du rejet	Paramètre à contrôler	normes	Valeurs limites(*)		
			Débit Nm <sup>3</sup> /h	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux kg/h
Dépoussiérage silos 69 et 71	poussières	NFX 44052	30000	150	4,5
Dépoussiérage silo 83	poussières	NFX 44052	30000	30	0,9

### Article 20 - (RÉSERVÉ)

### Article 21 - ENREGISTREMENTS

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, a minima les suivants :

- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère faits à l'initiative de l'exploitant ou à la demande de l'inspection des installations classées ;
- documents d'entretien et de suivi;
- rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.

## PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT

### **Article 22 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES**

#### **22.1 - Généralités**

Les prescriptions du présent article 22 sont définies en application et en complément de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement .

Nota : l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement n'est pas applicable, en l'absence de modification de l'installation.

#### **22.2 - Niveaux acoustiques admissibles**

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

Limites de propriété)	Niveau limite en dB (A)		
	De 7 h 00 à 20 h 00 sauf dimanches et jours fériés	<ul style="list-style-type: none"> <li>De 6 h 00 à 7 h 00 et de 20 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés</li> <li>De 6 h 00 à 22 h 00 les dimanches et jours fériés</li> </ul>	De 22 h 00 à 6 h 00 tous les jours
	65	60	55

Sous réserve du respect des règles suivantes pour l'urgence

- 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés
- 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30, ainsi que dimanches et jours fériés

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression équivalent pondéré  $L_{Aeq}$

## TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

### **Article 23 - CONCEPTION - AMÉNAGEMENT**

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.

Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.

### **Article 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT**

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

#### **Article 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS et ENREGISTREMENTS**

Désignation du déchet	Quantité annuelle produite	Traitement
Huile hydraulique de moteur	600 l	REG
Ferraille	10 t	VAL
Poussières	140 t	VAL
Déchets humides	140 t	VAL
Déchets banals : plastiques, papiers, cartons,	18 t	REG
Boues de débourbeurs-déshuileurs	Quelques m3	IS - DC

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, a minima les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :
  - nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
  - quantité produite,
  - date (ou période) de production correspondante,
  - date d'enlèvement,
  - nom et adresse du transporteur,
  - mode de traitement,
  - nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit ;
- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :
  - nature et origine,
  - quantité stockée,
  - date de mise en stockage.

### **IMPACT VISUEL**

#### **Article 26 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL**

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant :

- aménage et maintient en bon état de propreté (peinture, ...) les abords de l'établissement et des installations, notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis ; les émissions de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier ;
- assure le démantèlement des installations abandonnées ;
- enfouit les lignes électriques et téléphoniques.

## **SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **Article 27 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

Un puits est implanté en amont du site et deux puits, au moins, sont implantés en aval du site, la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe suivant une méthode normalisée.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation (notamment phytosanitaires, hydrocarbures et azote). Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si les résultats des mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

## **TITRE QUATRIÈME**

### **PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

#### **Article 28- PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

#### **Article 29- CARACTERISATION DES RISQUES**

##### **29.1 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

##### **29.2 - Zonage des dangers internes à l'établissement**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

##### **29.3 - Information préventive sur les effets domino externes**

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptible d'affecter les dites installations

Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

#### **Article 30 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé.

Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

### **Article 31 - ACCÈS, SURVEILLANCE**

Sans préjudice de réglementation spécifiques et de l'article 51, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès au site (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer... etc).

Les accès à l'établissement sont fermés à clé en dehors des heures de travail.

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 m, est suffisamment résistante pour empêcher ou a minima décourager l'accès non autorisé aux installations.

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

### **Article 32 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT**

#### **32.1 - Voies d'accès et de circulation des secours**

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie – engin de 6 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur un demi - périmètre au moins des installations de stockage. Cette voie doit permettre l'accès des camions – pompes des sapeurs – pompiers et, en outre, si elle est en impasse, les demi-tours et croisement de ces engins. Elle doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder à toutes les issues des installations de stockage par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

#### **32.2 – Prévention des risques**

Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur.

Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former sont définies sous la responsabilité de l'exploitant selon les réglementations en vigueur.

Elles sont signalées sur le terrain par des affichettes lisibles rappelant les risques encourus, à l'entrée et à l'intérieur des zones. Les matériels électriques présents dans ces zones doivent être conformes aux réglementations en vigueur.

L'ensemble de l'établissement est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur ses toits à moins qu'une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières.

#### **A compter du 1<sup>er</sup> août 2008 le § ci-dessus est remplacé par :**

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère

explosible;

- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Les transformateurs de puissance électrique sont situés dans des locaux spécialement aménagés à cet effet, largement ventilés et isolés des installations de stockage par un mur coupe-feu de degré 2 heures, ou par un sas équipé de portes pare – flammes de degré une demi-heure, munies d'un ferme – porte et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

### 32.3 - Perte des alimentations en énergie ou des utilités

L'alimentation électrique des équipements de sécurité qui le nécessitent doit pouvoir être secourue par la mise en place d'un groupe électrogène dans des délais brefs.

Les installations se placent automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut des alimentations en énergie ou des utilités.

## **Article 33 - ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ (IPS)**

### 33.1 - Liste des Éléments importants pour la sécurité

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

### 33.2 - Domaine de fonctionnement sur des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

### 33.3 - Facteurs et dispositifs importants pour la sécurité

Les dispositifs importants pour la sécurité, qu'ils soient techniques, organisationnels ou mixtes, sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.).

Toute défaillance des dispositifs, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détecté. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre leur maintenance et de

s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'un dispositif important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

#### 33.4 - Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

#### 33.5 - Dispositif de conduite

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Sans préjudice de la protection de personnes, les salles de contrôle des unités sont protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

#### 33.6 - Surveillance et détection des zones de dangers

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destiné au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit (fiches d'anomalies, actions correctives...) tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

#### 33.7 - Alimentation électrique

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

#### 33.8 - Utilités destinées à l'exploitation des installations

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.



## **Article 34 - EXPLOITATION**

### **34.1 - Dispositions générales**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle du personnel de son établissement

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

L'exploitant s'assure de la formation à la sécurité des intervenants d'entreprises extérieures.

### **34.2 - Circulation sur le site**

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation, etc.

### **34.3 - Consignes et procédures**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et sont aisément accessibles aux personnels concernés. Elles sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant élabore des consignes de sécurité ainsi que des procédures de secours et d'intervention, et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

### **34.4 - Feux et points chauds**

Il est interdit de fumer sur tout le site.

Il est interdit d'apporter du feu, des flammes, des objets ou appareils ayant un point d'ignition sous quelque forme que ce soit et de manipuler des liquides inflammables à l'intérieur des installations de stockage.

Ces interdictions sont affichées de façon très visible à chaque entrée du site, et répétées en plusieurs lieux répartis sur le site.

L'utilisation d'appareils d'éclairage suspendus à bout de fil conducteur et de lampes dites "baladeuses" est interdit dans les installations de stockage.

#### 34.5 – Permis de feu

Dans le cas de travaux avec points chauds ou entraînant des étincelles, les mesures suivantes sont prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail et nettoyage du matériel avant le début des travaux ;
- délivrance par l'exploitant d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières permettant notamment de prévenir le risque ;
- contrôle de la zone de chantier 2 heures au moins après la cessation des travaux et dans un délai maximal de 24 heures.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

#### 34.5 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

### **Article 35 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION**

#### 35.1 - Détection et alarme

Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence. L'ensemble de ces équipements dont dispose l'exploitant est constitué au moins de :

- pour le bâtiment de stockage de produits agropharmaceutiques :
  - d'un ensemble de 28 détecteurs ioniques d'incendie,
  - d'un ensemble de 25 détecteurs optiques d'incendie,
  - complété par la mise en place de détecteurs de fumées dans la cellule C2 suivant article 46

asservis aux alarmes sonores du site, et reliés à un organisme de télésurveillance.

- pour le local de charge de batteries

- d'un détecteur d'hydrogène relié à une alarme et déclenchant une ventilation mécanique. Ce détecteur doit être placé à distance de la zone de ventilation
- pour le bâtiment de stockage des engrais :
  - détecteurs de fumées suivant article 46

Les détecteurs sont vérifiés au moins annuellement par un organisme compétent.

En dehors des heures de travail, la centrale d'alarme transmet automatiquement un appel téléphonique d'alerte aux différentes personnes d'astreinte, dans un ordre de succession prédéfini. Une organisation, décrite dans une procédure, est mise en place pour garantir l'intervention d'une personne d'astreinte sur le site dans un délai maximum de 15 minutes suivant le déclenchement, et faciliter l'intervention des secours.

### 35.2 - Moyens matériels

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, dont :

- 1 borne d'incendie située entre 40 et 110 m des cellules de stockage
- 1 borne d'incendie située dans l'enceinte de l'établissement
- 1 installation de production de mousse, doté d'une réserve d'émulseurs de 200l, dans le local incendie du stockage agropharmaceutique
- 1 colonne sèche normalisée dans les silos, munie de piquages à chaque étage et à chaque galerie supérieure des tours de manutention
- des appareils respiratoires à cartouche filtrante sont judicieusement répartis sur le site

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Les cellules de stockage des silos béton fermées sont dotées d'un dispositif d'inertage à l'azote en cas d'incendie. Les as de carreau sont dotés d'un tel dispositif suivant calendrier de l'article 46

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

### 35.3 - Moyens humains

L'exploitant constitue une équipe de première intervention composée de personnes nommément désignées par l'exploitant et entraînées périodiquement à la lutte contre l'incendie et à l'utilisation des systèmes d'inertage et de production de mousse .

### 35.4 - Plan d'intervention

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit, en fonction des scénarios de l'étude de danger, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

## **Article 36 - CONTRÔLES**

### 36.1 - Installations électriques et protection contre la foudre

Les exigences des articles 30, 32.2 et 32.3 du présent arrêté font l'objet d'une vérification annuelle des installations par un organisme compétent et indépendant, qui remet à l'exploitant un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présentant :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique,

des courants vagabonds et de la foudre ;

- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur ses toits. Si de telles installations avec effets de pointe sont présentes dans un environnement proche, il convient d'en prendre compte dans les conclusions de l'étude foudre.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives suite à la vérification annuelle doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 36.2 - Matériels importants pour la sécurité

L'exploitant tient un registre de contrôle, d'entretien et de test des matériels importants pour la sécurité. Sur ce registre doivent figurer :

- Les dates des visites de contrôle et des opérations d'entretien de ces matériels ainsi que le suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives suite à ces contrôles et entretiens ;
- Les dates des tests effectués sur ces matériels ainsi que le suivi formalisé de la prise en compte des résultats de ces tests.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 36.3 - Matériels de lutte contre l'incendie et l'explosion

Les moyens matériels de lutte contre l'incendie et l'explosion sont maintenus en bon état. Ils sont vérifiés chaque année par un organisme compétent et indépendant.

L'exploitant tient un registre de contrôle, d'entretien et de manœuvre des dispositifs de lutte contre l'incendie et l'explosion. Sur ce registre doivent figurer :

- Les dates des visites de contrôle de ces dispositifs ainsi que les observations faites par les visiteurs et toutes les anomalies de fonctionnement qui seront constatées ;
- Les dates des exercices effectués par les équipes de secours ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles ;
- Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives suite à ces contrôles et exercices.

Ce registre doit être en permanence à la disposition des services publics de lutte contre l'incendie et de l'inspection des installations classées.

### **Article 37 - ENREGISTREMENTS**

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, a minima les suivants :

- plan des zones de risques inacceptables;
- plan des zones où peuvent se former des atmosphères explosives définies ;
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;
- rapports de vérifications annuelles et registres de contrôles;
- plan d'intervention;
- registre des consignes.

### **Article 38 - MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

En cas d'incident ou d'accident survenu du fait du fonctionnement d'une installation quelconque de l'établissement et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, l'exploitant en avertit dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés, l'inspection des installations classées.

Il lui remet sous quinze jours un rapport précisant les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, ainsi que, en les justifiant, les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Les frais résultant d'une pollution accidentelle due à une installation quelconque de l'établissement sont à la charge de l'exploitant, notamment les analyses et la remise en état du milieu naturel.

### **Articles 39 à 41 (réservés)**

## TITRE CINQUIEME

### PRESRIPTIONS PARTICULIÈRES

#### **Article 42 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE D'ENGRAIS SOLIDES A BASE DE NITRATES**

##### 42.1 - Magasin affecté au stockage d'engrais solides à base de nitrates

Le magasin C est le seul lieu de l'établissement pouvant recevoir des engrais simples et composés à base de nitrates ; les autres matières entreposées dans le local devront être suffisamment éloignées des tas afin qu'aucun mélange ne soit possible.

Sont cependant interdits à l'intérieur de ce magasin :

- les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les matières combustibles (bois, sciure, carburant ...), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites. Toutefois l'utilisation d'une bâche sera autorisée après le contrôle des températures ;
- les substances susceptibles d'aggraver le sinistre (pesticides, céréales, pailles...), le nitrate d'ammonium technique.

En dehors des séances de travail, les portes du magasin sont fermées à clé. Les clés sont détenues par un préposé responsable.

##### 42.2 - Aménagement et conception

###### 42.2.1 - Résistance au feu et désenfumage

Les éléments du magasin de stockage présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux incombustibles ;
- parois des cases REI 120 coupe-feu de degré 2 heures (béton) ;
- couverture incombustible ou de classe A2 s1 d0 (M0)
- portes pare - flammes de degré une demi-heure ;
- sol cimenté ou équivalent, ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...), sans interdire de déclivité.

Les charpentes métalliques susceptibles d'être chauffées en cas d'incendie devront être protégées par des protections thermiques adaptées afin de présenter une stabilité au feu de degré une heure.

La toiture est maintenue en bon état et comporte, dans le tiers supérieur du bâtiment, au-dessus de la hauteur maximale des tas, dans la toiture ou sur le haut de la façade, à concurrence d'au moins 2% de la surface au sol, des éléments judicieusement répartis permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées (exutoires et ouvrants à commande automatique ou manuelle, ou mise à l'air libre). Les commandes manuelles de ces dispositifs doivent être facilement accessibles depuis les issues de secours. Ces dispositifs doivent être convenablement agencés de manière à éviter la rentrée intempestive de matières combustibles ou autres, incompatibles avec les engrais, telles que celles énumérées à l'article 42.1. Des amenées d'air doivent être disposées convenablement afin d'obtenir un bon fonctionnement du désenfumage en cas d'incendie. Les portes et ouvrants libres pratiqués dans le tiers inférieur des murs peuvent compter comme des amenées d'air. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.

###### 42.2.2 - Aménagement des stockages

Au moins deux issues vers l'extérieur, dans deux directions opposées, sont prévues dans le magasin de stockage. Elles s'ouvrent vers l'extérieur.

Des inscriptions visibles en toutes circonstances, signalant les sorties et les chemins les plus courts qui y conduisent, sont disposées de façon que, de tout point des locaux de stockage, il soit possible d'en voir au moins une.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc., soient largement dégagés. L'emplacement des cases doit être repérable de l'extérieur du magasin de stockage : chaque mur de séparation des tas est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure. Tous les tas d'engrais doivent pouvoir être atteints facilement par les jets de lances incendie. Des ouvertures pourront être éventuellement pratiquées pour en permettre l'accès direct, sur la façade opposée au tas ou en contact avec le tas. Pour les cloisons mobiles en béton, des dispositifs permettront éventuellement de les tirer.

#### *42.2.3 - Electricité et chauffage*

Les canalisations et le matériel électrique ne doivent en aucun cas être en contact avec les engrais, et doivent être étanches à l'eau et aux poussières en référence à la norme NFC 20010. Toutes mesures doivent être prises afin d'éviter l'accumulation de poussières et limiter la température maximale de surface des canalisations et matériels.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (Journal officiel, numéro complémentaire du 30 avril 1980) Toute installation électrique autre que celle nécessaire à l'exploitation du stockage est interdite.

Tous les appareils comportant des masses électriques sont mis à la terre et reliés par des liaisons equipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

A proximité d'au moins une issue et à l'extérieur, est installé un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permettant de couper l'alimentation électrique de l'installation, sauf celle des moyens de secours. Les transformateurs de puissance électrique sont situés dans des locaux spécialement aménagés à cet effet, largement ventilés et isolés du magasin de stockage par un mur coupe-feu de degré deux heures, ou par un sas équipé de portes pare - flammes de degré une demi-heure munies d'un ferme porte et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

L'éclairage artificiel se fera par lampes électriques sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Les appareils d'éclairage et leurs câbles d'alimentation sont en toute circonstance éloignés des engrais pour éviter leur échauffement. Pour les lampes portables, le câble, la lampe et le support devront être parfaitement isolés.

Les canalisations seront établies selon les normes en vigueur, et de façon à éviter tout court-circuit.

Les consommateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, les rhéostats seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant. Celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant, ou par tout organisme officiellement qualifié.

Le magasin de stockage et de ses annexes attenantes n'est pas chauffé. Les bureaux attenants peuvent être chauffés au moyen d'appareils de chauffage indépendants ne présentant pas de flammes nues (radiateur électrique par exemple).

#### 42.4 - Equipements de sécurité

le magasin de stockage est doté d'une détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de gaz, de chaleur ou de fumée suivant article 46. Le type de détecteur de gaz est déterminé en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les trois mois. Leur nombre est fixé pour permettre de détecter la décomposition d'engrais moins d'un quart d'heure après l'apparition des premières fumées. Des postes d'alerte sont installés dans le magasin de stockage et les alarmes sont centralisées pour une intervention immédiate.

#### 42.5 - Exploitation

##### *42.5.1 - Procédures*

Des procédures écrites régissent l'exploitation du magasin de stockage.

##### *42.5.2 - Organisation du magasin*

L'engrais ne peut être conservé dans le magasin de stockage qu'en vrac ou dans des emballages admis au transport conformes au règlement du transport des matières dangereuses.

Pour le stockage en vrac, l'exploitant s'assure de l'absence d'impuretés à la réception, et le sol est parfaitement nettoyé avant entreposage des engrais.

Un trait de marquage bien visible sur les parois des cases délimite la hauteur maximale autorisée des tas d'engrais, dont le sommet est maintenu à au moins 30 cm du haut des parois séparant les cases et à au moins 1 m de la bande transporteuse ou de la charpente du bâtiment.

Les tas d'engrais sont maintenus à plus de 1 m des portes coulissantes.

Tous les tas d'engrais doivent pouvoir être atteints facilement par les jets de lances incendie.

#### *42.5.3 - Nettoyage*

Le magasin est soigneusement balayé après chaque séance de travail.

#### *42.5.4 - Connaissance des stocks*

L'état des stocks (volume, emplacement, qualité) est tenu à jour. Ces données sont disponibles à l'extérieur à tout instant, en vue notamment d'une transmission immédiate aux services de sécurité ou aux services extérieurs de secours.

### 42.6 - Prévention des risques

#### *42.6.1 - Maintenance*

Les installations électriques, les engins de manutention, les bandes transporteuses et les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement vérifiés et maintenus en bon état. Les contrôles doivent être consignés dans un recueil d'enregistrements tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les appareils mécaniques (engins de manutention, bandes transporteuses) utilisés à l'intérieur du magasin de stockage pour la manutention d'engrais ne doivent présenter aucune zone chaude non protégée susceptible d'entrer en contact avec les engrais (pot d'échappement, ...). Ils sont disposés de façon à ne créer aucune possibilité de mélange de toute matière combustible avec les engrais.

Les engins de manutention sont totalement nettoyés avant et après entretien et réparation, et rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du magasin de stockage. Les réparations sont effectuées à l'extérieur du magasin de stockage.

#### *42.6.2 - Prévention des incendies et des explosions*

A la réception, la température des engrais est contrôlée et consignée dans un cahier tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est interdit d'entreposer des engrais dont la température est supérieure à 50 °C.

Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles, liquides ou solides accidentellement fondus, ne puisse accéder jusqu'au stockage.

Les fractions d'engrais potentiellement contaminées par des substances combustibles réactives, réductrices, accélératrices, etc., telles que les balayures, ne doivent en aucun cas être rejetées sur les tas d'engrais. Elles sont collectées séparément, en sacs, dans un magasin séparé, et leur quantité détenue est limitée à 200 kg. A moins d'être cédées à un adhérent en indiquant clairement à celui-ci les précautions d'utilisation, elles sont éliminées comme déchets.

#### *42.6.3 - Prévention des pollutions accidentelles*

Les aires de chargement et de déchargement sont étanches. Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement d'engrais, notamment du fait de leur entraînement par des eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction, ces écoulements soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.



## **Article 43 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE ET DE TRAITEMENT DE CÉRÉALES**

### **43.1 - Aménagement et conception**

#### ***43.1.1 - Installations de séchage***

Les installations de séchage au gaz naturel doivent satisfaire aux normes et réglementations en vigueur en tout ce qui concerne leur conception, leur surveillance et leur entretien.(cf article 45)  
Elles sont situées dans un local indépendant des silos et tours de manutention.

#### ***43.1.2. - Aires de chargement et de déchargement***

Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Les aires de chargement et de déchargement sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m<sup>3</sup>
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.

### **43.2 - Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection**

Outre les dispositions définies au chapitre SECURITE, l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

#### ***43.2.1 - Dispositifs de découplage des volumes***

Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie doivent être réalisées conformément les préconisations de la tierce-expertise et adaptées aux silos suivant le calendrier de l'article 46, avec notamment :

- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage des galeries et tours ;
- résistance aux effets de l'explosion des trappes de montage

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place **et de leur résistance à la pression d'explosion:**

Volume A	Volume B	Caractéristiques du découplage entre A et B
Galerie supérieure Silo 83	Tour silo 83 (4 <sup>ème</sup> étage)	Parois en tôles lisses de 2 mm rivetées sur cadre métallique avec porte dans le même matériau (même résistance). Porte ouvrant dans le sens tour de manutention vers galerie d'ensilage, équipée d'un ferme porte.
Galerie supérieure Silo 69	Tour silo 69	Parois en tôles lisses de 2 mm rivetées sur cadre métallique avec porte dans le même matériau (même résistance). Porte ouvrant dans le sens tour de manutention vers galerie d'ensilage, équipée d'un ferme porte.
Galerie technique sous-cellule Silo 83	Tour silo 83	L'ouverture dans la voile de béton située entre la tour de manutention et la galerie du silo 83 sera bouchée de chaque côté du voile par une tôle lisse de 2mm rivetée.
Galerie technique sous-cellule Silo 69	Tour silo 69	Galerie et tour déjà compartimentées
Etage n des tours 83 et 69	Etage n+1 des tours 83 et 69	Fixation trappes de montage entre étages, résistant dans les 2 sens à au moins 100 mbar A l'aide de tubes fermés positionnés perpendiculairement aux éléments de trappes de montage
Cloisonnement des deux volumes de la galerie sur cellules pour chaque silo 69 et 71,		
Galerie 69	Galerie 71	Réalisation d'un SAS avec parois en tôles lisses de 2 mm rivetées sur cadre métallique avec portes dans le même matériau pour assurer la même résistance. Les portes ouvriront dans le sens SAS vers galerie et seront équipées de ferme-portes.
Chaque cellule de silo	Galerie supérieure	Silo 83 : Silo prééquipé de trappes métalliques sur vérins pneumatiques : les vérins seront alimentés en air et le système automate gèrera les ouvertures et fermetures pour que la trappe ne s'ouvre que lorsque la cellule est en remplissage. Silo 69 et 71 : Des trappes seront installées sur les goulottes de remplissage des cellules

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit être affichée.

#### 43.2.2 – Events et surfaces soufflables

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site (et suivant conclusion étude béton cf article 46), et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel.

#### 43.2.3 - Nettoyage

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.

#### 43.2.4 - Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée en permanence par un réseau thermométrique avec report des températures au poste de surveillance.

L'exploitant procède à un contrôle journalier des températures et enregistre ces données sur un registre à disposition de l'Inspection des installations classées.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées (ventilation, vidange, inertage...) et communiquées aux services de secours.

le matériel employé est défini comme suit :

	Type	Nombre	Report alarme
Silo vertical 69 – 71 - 83	Sondes thermométriques fixes ATEX	1 sonde avec capteurs espacés de 3m dans chaque cellule	Oui, sur tableau de commande

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. L'exploitant dispose d'une procédure en cas d'autoéchauffement qui prévoit en cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'appel des services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive,...).

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

#### 43.2.5 - As de carreaux

Afin de réduire l'intensité du risque lié aux as de carreau, l'exploitant peut :

1. soit y stocker des produits peu réactifs, tels que pois ou avoine
2. soit mettre en place une procédure comme suit :
  - Phase 1 : cellule cylindriques remplies et remplissage de l'as de carreau.
  - Phase 2 : as de carreau plein
  - Phase 3 : as de carreau plein , en repos, et vidange des cellules cylindriques
  - Phase 4 : on remplit les cellules cylindriques avec l'as de carreau plein. Ensuite on peut vider l'as de carreau pour revenir à la phase 1 ou vider les cellules cylindriques (phase 3).

#### 43.2.6 – Système d'aspiration

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée ou s'arrêter après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes..

Les types de traitement et le stockage des poussières sont effectués par cyclone et filtre à manches, par système de manutention (gravitaire, vis sans fin...), et stockés en sas à poussières extérieurs.

Afin de lutter contre les risques d'explosion du (ou des) système(s) d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises :

- toutes les parties métalliques du ou des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches,...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux ;
- les installations sont équipées de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à l'automate qui indique un défaut sur le synoptique voire un arrêt de l'installation de filtration et donc de l'installation dans son ensemble
- Les poussières sont stockées dans des Sas extérieurs, couverts, mais totalement ouverts en façade. Ces abris sont donc totalement évents.
- un détecteur de bourrage sur vis sans fin

En cas de changement du dispositif, celui-ci devra présenter a minima les caractéristiques citées précédemment.

A compter du 1<sup>er</sup> août 2008, ces dispositions sont complétées par :

Les filtres à manche sont protégés par des évents (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

#### 43.2.6 – Appareils exposés aux poussières

Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) doivent respecter les prescriptions de l'article 32.2.

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. A cette fin, les roulements, paliers et toutes pièces en rotation sont étanches, convenablement lubrifiés et périodiquement vérifiés. Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des gaines de protection.

Les gaines d'élévateurs sont munies de regards de visite fermés durant les périodes habituelles de fonctionnement.

La température des organes mobiles risquant de subir des échauffements est périodiquement contrôlée par un organisme extérieur.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et transporteurs est contrôlé par un organisme extérieur.

Les élévateurs, transporteurs, moteurs,... sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement, en particulier :

- les arbres des poulies des pieds des élévateurs et transporteurs sont munis d'appareils de contrôle de la vitesse de rotation, permettant d'éviter le patinage de la sangle. Tout défaut déclenche une alarme, puis, par le jeu des temporisations, l'arrêt de l'installation.
- les moteurs électriques sont équipés de dispositifs de sécurité thermique qui font disjoncter en cas de forçage trop important.
- les élévateurs et transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage.

Repère	Équipements	Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements	Procédures Contrôle / maintenance
Silos 69 71 83	Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contrôle de températures sur les paliers</li> <li>▪ Détecteur de surintensité moteur</li> <li>▪ Contrôleur de rotation</li> <li>▪ Contrôleurs de déport de bandes</li> <li>▪ Bandes non propagatrices de la flamme</li> <li>▪ Capotage et/ou aspiration</li> </ul>	<i>Vérification thermographique par entreprise spécialisée</i>  <i>Contrôle électrique périodique</i> <i>Suivi automate</i> <i>Suivi automate</i> <i>Système de tension automatique + vérification périodique</i> <i>Système de détection d'une dépression dans le filtre indiquant le problème dans une manche</i> <i>Remplacement des filtres une fois par an</i>
Silos 69 71 83	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Paliers extérieurs</li> <li>▪ Contrôleurs de températures sur les paliers</li> <li>▪ Contrôleur de rotation</li> <li>▪ Contrôleurs de déport de sangles</li> <li>▪ Détecteurs de bourrage</li> <li>▪ Sangles non propagatrices de la flamme</li> </ul>	<i>Contrôle thermographique et ultrason par entreprise spécialisée</i>  <i>Suivi automate</i> <i>Suivi automate</i> <i>Suivi automate</i> <i>Vérification périodique de la bonne tension des sangles</i>
Silos 69 83	Vis	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contrôleurs de rotation et d'intensité</li> </ul>	<i>Vérification périodique + suivi automate</i>
Silos 69 71 83	Boisseaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sondes de niveau</li> </ul>	<i>Suivi automate</i>

Silo 69 et 83	Appareils Nettoyeur Séparateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aspiration des poussières</li> <li>Autres...</li> </ul>	<i>Système de détection d'une dépression dans le filtre indiquant le problème dans une manche</i>
Silos 69/71	Transporteurs à chaînes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Détecteur de surintensité moteur</li> <li>Contrôleur de rotation</li> <li>Détecteurs de bourrage</li> </ul>	<i>Vérification électrique périodique Suivi automate Suivi automate</i>

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée au temps de vidange des circuits.. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement . Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule. Ces matériels doivent être adaptés aux zones à atmosphère explosive dans lesquelles ils se trouvent.

#### 43.2.7 – Mise à la terre des installations exposées aux poussières

La mise à la terre de ces installations est assurée au moyen d'une prise de terre unique. Elle est effectuée suivant les règles de l'art. Cette prise de terre est distincte de celle du paratonnerre. Ces mesures sont notamment applicables :

- aux appareils de pesage, nettoyage, brûlage et ensachage des produits,
- aux équipements de transport, notamment de gaz empoussiérés par voie pneumatique,
- aux poulies d'entraînement des élévateurs et transporteurs,
- aux équipements de chargement et de déchargement des produits,
- aux mâts et supports métalliques, quelle qu'en soit la nature.

Les différents éléments constitutifs d'une installation de transport pneumatique sont interconnectées électriquement.

La valeur des résistances de terre est périodiquement vérifiée et conforme aux normes en vigueur.

Les bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs, canalisation constitutives d'installations de transports pneumatiques, courroies... ont des conductivités suffisantes de manière à limiter l'accumulation de charges électrostatiques.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme et antistatiques, ainsi que les sangles d'élévateurs.

#### 43.2.8 – Inertage

La prise est un raccord pompiers qui est disposée sur le collecteur central de ventilation, ce qui permet, en cas de nécessité, d'ouvrir uniquement la trappe de ventilation de la cellule concernée et donc d'envoyer le gaz dans cette cellule exclusivement.

Ce système est un corollaire au système de thermométrie. Le chef de silo détermine s'il y a un problème d'échauffement à l'aide des sondes thermométriques . Après les vérifications usuelles faites suite à une alerte thermométrique, il lance l'approvisionnement, en collaboration avec le responsable sécurité l'intervention de la Société fournisseur d'Azote.

L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans des délais compatibles avec une intervention en cas

d'incendie dans une cellule béton fermée du site.

Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.

Elle doit notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
  - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître;
  - les mesures de protection définies à l'article 10 ;
  - les moyens de lutte contre l'incendie ;
  - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- la procédure d'inertage
- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;

Sont également mentionnés dans cette procédure :

- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;
- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;
- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.

#### *43.2.9 – Vieillessement des structures*

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant.

### **Article 44 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE PRODUITS AGROPHARMACEUTIQUES**

#### **44.1 - Aménagement et conception**

Le magasin de stockage est implanté à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété.

Le magasin de stockage présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- couverture, murs et planchers en matériaux de classe M0 (incombustibles) ;
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme - porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare - flamme de degré 1/2 heure.

Le dépôt est composé de 5 cellules :

- une cellule n°1 de 360 m² où sont entreposés les produits liquides et solides inflammables, dont le soufre, pour lequel la quantité stockée sera limitée à 80 t,
- une cellule n°2 de 900 m² où sont entreposés les produits liquides et solides non gélifs et non inflammables,
- une cellule n°3 de 900 m² où sont entreposés les produits liquides gélifs inflammables, les liquides gélifs non inflammables et les liquides non gélifs inflammables
- une cellule n°4 de 1 300 m² pour le stockage des emballages cartons sur palettes,
- une cellule n°5 de 480 m² où sont entreposés divers matériaux.

L'accès au dépôt est maintenu libre sur au moins deux façades pour permettre l'intervention du personnel des services d'incendie et de secours. Les allées de circulation intérieure sont maintenues dégagées en permanence.

Le sol du dépôt est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement et les produits d'extinction d'un incendie.

A cet effet, les cellules de stockage sont dotées d'une capacité de rétention d'un volume de :

- pour la cellule n° 1 : 108 m<sup>3</sup>
- pour la cellule n° 2 : 270 m<sup>3</sup>
- pour la cellule n° 3 : 270 m<sup>3</sup>
- pour la cellule n° 4 : 390 m<sup>3</sup>
- pour la cellule n° 5 : 120 m<sup>3</sup>

Les cellules 1, 2, 3 et 5 sont dotées chacune d'un caniveau relié à une fosse de réception de 2 m<sup>3</sup> extérieure au bâtiment, permettant de collecter un départ accidentel de produit et les eaux d'extinction.

Le magasin de stockage est équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Le magasin de stockage est convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé de façon telle qu'il n'en résulte ni incommodité, ni danger pour le voisinage.

Chaque cellule est dotée de 2 issues distincte équipées de portes avec barres anti-panique.

#### 44.2 - Exploitation

Une procédure écrite gouverne la bonne gestion des produits stockés dans le magasin et des risques qu'ils représentent.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la gestion du magasin et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans le magasin.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux stockages. En l'absence de personnel d'exploitation, le magasin est fermé à clé. Avant sa fermeture, une visite de contrôle du dépôt est effectuée par la personne responsable.

Les produits agropharmaceutiques sont stockés exclusivement sous emballages ou récipients admis au transport selon les normes et réglementations en vigueur.

Il est interdit de stocker dans le magasin d'autres substances dangereuses que des produits agropharmaceutiques, de même que de stocker des produits agropharmaceutiques ailleurs que dans le magasin dédié à cet effet.

La hauteur maximale du stockage de produits agropharmaceutiques n'excède pas 8 mètres. Les rayonnages en étagères doivent être réalisés en matériaux résistants mécaniquement et chimiquement. Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre d'au moins 1 mètre est maintenu entre le stockage et le plafond.

Le magasin est régulièrement nettoyé afin d'éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

#### 44.3 - Prévention des risques

Les produits agropharmaceutiques doivent être stockés par groupe de danger dans des cellules ou sur des aires spécifiques en fonction de leurs risques prépondérants, en particulier :

- les produits agropharmaceutiques inflammables doivent être séparés des produits agropharmaceutiques comburants ;
- les produits agropharmaceutiques très toxiques ou toxiques doivent être séparés des produits



- agropharmaceutiques comburants, à moins qu'ils ne présentent les deux risques à la fois ;
- les produits agropharmaceutiques très toxiques ou toxiques doivent être séparés des produits agropharmaceutiques inflammables, à moins qu'ils ne présentent les deux risques à la fois ;
- les produits agropharmaceutiques très toxiques ou toxiques présentant également un caractère inflammable ou comburant doivent être stockés respectivement avec les produits agropharmaceutiques inflammables ou comburants.

La sectorisation par cellules ou aires doit être réalisée :

- soit par espace d'une distance d'au minimum 2 mètres entre les cellules ou aires ;
- soit par un compartimentage coupe-feu de degré 1/2 heure d'une hauteur égale à la hauteur du stockage majorée de 1 mètre ; la hauteur du compartimentage doit être au minimum de 3 mètres.

En l'absence de rayonnage en étagères, les aires de stockage sont délimitées au sol par un traçage résistant.

Les cellules ou aires de stockage spécifiques aux produits agropharmaceutiques comburants, inflammables et très toxiques / toxiques sont signalées par des pictogrammes ou panneaux visibles.

Les produits agropharmaceutiques incompatibles avec l'eau ou présentant des risques en cas de contact avec l'eau sont stockés sur une aire spécifique, appropriée au risque et signalée par un pictogramme ou un panneau visible.

Les produits agropharmaceutiques à teneur en soufre supérieure à 70 % sont stockés sur une aire spécifique dès lors que la quantité stockée de ces produits représente plus de 20 % de la quantité totale de produits agropharmaceutiques stockée.

Les cellules ou aires de stockage sont agencées de manière à permettre une circulation aisée tant pour l'exploitation normale que pour une intervention rapide.

Tout chauffage ou procédé d'exploitation à feu nu ou présentant des risques d'inflammation équivalents est interdit. L'utilisation de chauffages mobiles (type bain d'huile, ...) est interdite.

La plate forme fait partie intégrante du magasin de stockage ; elle est réservée à l'entreposage des produits en cours d'approvisionnement et d'expédition. Elle est dotée de produits afin de recueillir tout produit liquide accidentellement répandu sur ce sol. Le sol de la plate forme est imperméable.

La durée d'entreposage des produits sur la plate forme n'excède pas 8 heures.

La plate forme est vide de tous produits en dehors des horaires d'ouverture du dépôt le matin et de fermeture le soir. En l'absence du personnel d'exploitation, le dépôt est fermé afin d'interdire l'accès à la plate forme.

#### **Article 45 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE SECHAGE(fonctionnant du gaz naturel)**

##### **45.1. – dispositions constructives**

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : matériaux incombustibles ;

##### **45.2. - Séchoir**

Les grains sont séchés par air chaud.

En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.

Les séchoirs sont équipés de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles que pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, manque d'air au brûleur, absence de flamme, ...

Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits. Le contrôle porte sur la température de masse et sur la température de l'air dit usé. Des températures consignes sont programmées et en cas de dépassement un défaut apparaît et arrête l'alimentation en combustible du séchoir et le fonctionnement des brûleurs. Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande.

Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans les caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air. Le séchoir est équipé de détecteurs de niveau de grain. Le bon fonctionnement de l'extraction des grains et de la rotation de la turbine de ventilation sont contrôlés en permanence. Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de la masse des grains.

Le séchoir est équipé d'une installation de détection incendie, commandant le déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air. Un report du défaut apparaît sur le synoptique général de l'installation et prévient le chef de silo de la présence d'une anomalie. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal, d'incendie. Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).

Des moyens d'extinction sont implantés de façon à ce que toutes les parties du séchoir puissent être efficacement atteintes.

Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage

L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dysfonctionnement du ventilateur, l'installation est mise à l'arrêt. L'air usé est filtré.

Règles d'exploitation :

- 1- Avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sècheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, parois chaudes ...). Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher.
- 2 – Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminés par un émotteur - épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur - séparateur d'une capacité de traitement adapté à la capacité de séchage. Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans le séchoir.

#### 45.3. - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret no 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

Les matériels électriques doivent être conformes aux dispositions de l'article 32.2

#### 45.4. - Alimentation en combustible

La coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

## TITRE SIXIÈME

### MESURES EXÉCUTOIRES

#### **Article 46 - ÉCHÉANCES DE MISE EN CONFORMITÉ**

Toutes les prescriptions du présent arrêté doivent être respectées dès sa notification, à l'exception des prescriptions suivantes, qui doivent être respectées aux échéances indiquées :

PARTIE DU SITE CONCERNÉE	DESCRIPTIF DE L'ACTION	DELAI
Dépôt phytosanitaire	Déplacement des commandes d'ouverture des exutoires	30/06/07
Dépôt phytosanitaire	Implantation de détecteur de fumée dans C2	30/06/07
Dépôt phytosanitaires	Prise en compte du soufre dans l'étude de dangers	30/06/07
Vitres des bâtiments du site	Si les vitres ne sont pas feuilletées prévoir d'apposer un film permettant d'éviter la projection de morceaux tranchants en cas de surpression	30/05/07
Dépôt grandes cultures	Palettiens sur rétention	30/06/07
Dépôt grandes cultures	Implantation de détecteurs de fumée	30/06/07
Dépôt engrais	Spécialisation d'une case la plus éloignée des limites de propriété pour les ammonitrates	30/05/07
Dépôt engrais	Augmentation du degré de résistance au feu des portes et de la charpente	30/09/07
Dépôt engrais	Dispositif antipanique sur issue de secours	30/06/07
Dépôt engrais	Implantation de détecteurs de fumées	30/06/07
Silo 69	Réponse sur possibilité éventage tour silo 69 (étude béton)	30/05/07
Silos 83 et 69	Fixation trappes de montage entre étages, résistant dans les 2 sens à au moins 100 mbar	30/06/07
Silos 69 et 71	Clapets anti-explosion sur transporteurs silo 69 et 71	Fait
Silo 83	Cloisonnement de la galerie par rapport à la tour (4 <sup>ème</sup> étage et galerie sous-cellule)	30/06/07
Silos 69 et 71	Cloisonnement : <input type="checkbox"/> des deux volumes de la galerie sur cellules pour chaque silo, <input type="checkbox"/> entre galeries 69 et 71, <input type="checkbox"/> par rapport à la tour	30/06/07
Tours des silos 69 et 83	Découplage tour/ galerie technique et galerie supérieure	30/06/07
Silo	Trappe sur bouches ensilage silos 69/ 71/ 83	30/06/07
Silo	Inertage as de carreau à l'azote	30/06/07
Silo	Procédure de remplissage des as de carreaux	1/07/07

Un récolement sur le respect du présent arrêté doit être exécuté par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées, sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce contrôle pourra être renouvelé à la demande du préfet sur proposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 47 - LIMITATIONS**

La présente autorisation cessera d'avoir son effet si l'exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **Article 48 - DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **Article 49 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS**

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire de la présente autorisation puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

#### **Article 50 - MODIFICATIONS**

Toute modification à apporter aux installations doit, avant sa réalisation, être portée par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

#### **Article 51 - INSPECTION**

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspection des installations classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

#### **Article 52 - DISPONIBILITÉ**

Le titulaire de la présente autorisation devra être à tout moment en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

#### **Article 53 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement objet de la présente autorisation changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suivrait la prise de possession.

#### **Article 54 - PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, et faisant connaître qu'une copie de cet arrêté, déposée aux archives de la Mairie, est mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois, et un avis sera inséré aux frais du pétitionnaire, par nos soins, dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### **Article 55 - AFFICHAGE**

Un extrait semblable sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

#### **Article 56 - EXÉCUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, Mme la Sous-Préfète de l'Arrondissement de BEAUNE, MM. le Maire de BEAUNE, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et le Directeur de la Société COOPÉRATIVE BOURGOGNE DU SUD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (2.ex.),
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . Mme la Sous-Préfète de l'Arrondissement de BEAUNE,
- . M. le Directeur de la Société COOPÉRATIVE BOURGOGNE DU SUD,
- . M. le Maire de BEAUNE.

FAIT à DIJON, le 05 JUIN 2007

LE PREFET,

Pour le Prefet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Xavier INGLEBERT